

Initiatives ministérielles

Je demande donc au gouvernement de bien vouloir dorénavant nous aviser au moins de façon informelle afin que, en toute justice, nous ayons le temps de nous préparer. Après tout, si l'on ne peut procéder à des débats sérieux et bien préparés ici à la Chambre des communes, la population canadienne ne recevra pas les services auxquels elle a droit.

Pour en revenir à la question à l'étude, le Parti réformiste appuiera le projet de loi C-47 qui modernise le ministère des Affaires extérieures. Le projet de loi C-47 n'apportera pas d'importantes modifications de fond au fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, mais il prévoit une évolution de ce ministère pour refléter les besoins et les valeurs des Canadiens dans les années 90.

Je voudrais maintenant souligner ce à quoi, selon moi, les Canadiens s'attendent notamment de la part de ce ministère. Beaucoup de gens ne comprennent même pas à quel point les affaires étrangères sont importantes pour eux. Mes électeurs voudront savoir pourquoi nous consacrons tant de temps à ce comité et à ce domaine. Je pourrais leur demander ce qu'ils voient aux nouvelles le soir, en quoi consistent certains de leurs emplois et à quel domaine beaucoup de leurs emplois sont liés? Dans ma circonscription, nous avons une importante industrie pétrochimique. Pratiquement 90 p. 100 de sa production est exportée à l'étranger. Notre secteur agricole exporte beaucoup aux États-Unis et dans d'autres pays. Il est évident que, lorsqu'on mentionne cela, les gens comprennent l'importance des affaires étrangères dans leur vie quotidienne.

• (1555)

Ainsi, on peut espérer que nous les encourageons à s'intéresser davantage à la question. D'ailleurs, il arrive maintenant que l'on me demande ce qui se passe sur la scène des affaires étrangères. Avec le projet de loi C-47 et la modernisation que le gouvernement entreprend dans ce dernier, nous avons peut-être l'occasion de mettre en relief l'orientation que les affaires étrangères devraient prendre, à notre avis, et selon les vœux des Canadiens ordinaires.

Les Canadiens veulent que leur pays soit considéré comme une moyenne puissance. Ils veulent être fiers du Canada mais, bien souvent, nous sommes quelque peu réservés lorsqu'il s'agit de parler du caractère exceptionnel de notre pays. Ce n'est que lorsqu'on voyage à l'étranger et qu'on y parle du Canada qu'on se rend compte de ses immenses richesses et de son statut dans le monde. Ce que nous devons faire, c'est nous servir de ce statut pour élaborer une politique prévoyante en matière d'affaires étrangères, une politique qui nous aidera à tenir compte non seulement des opinions des étrangers, mais également des atouts dont nous disposons ici, au Canada.

Dans la déclaration d'hier, notamment, j'ai été déçu de constater qu'on n'insistait pas sur une meilleure utilisation de nos atouts multiculturels, de nos gens qui ont acquis une formation et des connaissances dans d'autres pays, qui ont des parents là-bas et qui comprennent ces pays. Je suis également déçu du fait que nous ne profitons pas davantage des connaissances de nos étudiants étrangers et des Canadiens que nous envoyons dans des universités étrangères. Ils représentent un atout exceptionnel que nous négligeons et dont nous ne tirons pas profit.

Les Canadiens ordinaires estiment que l'ACDI doit rendre davantage des comptes; ils veulent que cet organisme soit transparent. Il leur répugne d'entendre parler des terribles erreurs qui sont commises dans cet organisme ou du financement de projets ridicules, par exemple, l'accouplement des buffles sous l'eau en Thaïlande. Ils ne veulent pas financer des projets, à moins qu'ils puissent y voir une certaine utilité pour eux-mêmes et pour les gens auxquels ils cherchent à venir en aide.

Il doit exister une responsabilité, un mécanisme qui permette de rendre compte au Parlement. Il faut faire davantage appel aux ONG dans ce domaine. Un de mes collègues parlera de cette question un peu plus tard. Nous devons cibler ce que nous devons faire. Nous ne pouvons pas tout faire pour tout le monde et nous en sommes bien conscients.

En examinant le projet de loi, nous devrions poser des questions au sujet de la pyramide administrative. Nous devrions demander au ministre s'il a vraiment besoin de sous-secrétaires, de sous-ministres. Si l'on tient compte de l'état de crise dans lequel se trouvent actuellement nos finances, ne devrions-nous pas nous demander s'il est préférable d'effectuer des réductions de personnel à partir du haut, plutôt qu'en utilisant la manière facile qui consiste à couper à partir du bas? Les réductions commencent trop souvent par le bas, et pas par le haut, et je crois que nous devrions faire valoir au ministre que les choses doivent se faire différemment aux Affaires étrangères et dans ce projet de loi. Nous devrions examiner les postes de sous-secrétaires et de sous-ministres. Il faudrait examiner ces postes bien avant de songer à supprimer des postes à l'extérieur.

Pour ce qui est de l'organisation internationale en soi, je suis souscris au point de vue du député d'en face qui affirmait que le personnel du service à l'étranger fait de l'excellent travail. J'ai effectivement eu l'occasion de visiter bon nombre de nos consulats et j'entends continuer de le faire. Je tiens à dire que le personnel qui est sur place démontre beaucoup de leadership et accomplit un excellent travail. J'y reviendrai dans un instant. Le monde se divise aujourd'hui en trois unités. Il se compose de l'Union européenne, une unité qui se développe et dont les membres travaillent ensemble afin de devenir une force économique, politique, voire militaire, très importante.

• (1600)

Il y a la région Asie-Pacifique qui, on le sait, a commencé avec un tigre, puis deux, et qui en compte maintenant sept. Il y a aujourd'hui sept tigres qui sont vraiment en train de s'affirmer sur la scène mondiale. Nous devons le reconnaître et apprendre à traiter avec eux.

Il y a ensuite les Amériques que nous avons longtemps négligées. Je ne parle pas, ici, des États-Unis. Aujourd'hui, nous commençons à nous intéresser aux Amériques, au Mexique, à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud. Il s'agit là de la troisième unité importante avec laquelle nous allons traiter.

Il est important que nous affirmions le rôle que nous voulons jouer au sein des Amériques. Il est important que nous devenions un chef de file. Les gens auxquels nous parlons dans certains pays, surtout en Amérique du Sud, nous disent qu'ils veulent que le Canada agisse comme médiateur entre eux et l'éléphant. Ils nous disent que nous sommes habitués de côtoyer cet éléphant et de traiter avec lui, et veulent que nous leur montrions comment